



La situation pastorale en Afrique de l'Ouest

Editorial

« Osons aller au-delà des sentiers battus pour comprendre les dynamiques de long terme des systèmes pastoraux et agropastoraux en Afrique de l'Ouest afin de leur construire un avenir durable »...p2

Dossier

« Les préoccupations de la situation sécuritaire dans la région poussent les pays à des prises de mesures contredisant les textes régionaux »...p4

Sous les projecteurs Une campagne assez difficile pour les éleveurs Ouest Africains

Le ROPPA est un réseau œuvrant dans plusieurs secteurs d'activités conformément aux profils des exploitations familiales...p6



Vie du réseau

Transhumance 2020 : Les leaders d'organisations d'éleveurs et d'agriculteurs du Togo et du Ghana à Kara pour faire le bilan...p9



Éditorial

« Osons aller au-delà des sentiers battus pour comprendre les dynamiques de long terme des systèmes pastoraux et agropastoraux en Afrique de l'Ouest afin de leur construire un avenir durable »



Comme les autres sous-secteurs primaires, les systèmes pastoraux et agropastoraux en Afrique de l'Ouest sont également depuis plus d'une dizaine d'années, affectés par les différentes crises climatique, environnementale, sécuritaire et dernièrement sanitaire, à l'œuvre. L'ampleur actuelle des effets, risques et fragilités révélés par ces différentes crises nous interpelle plus que jamais sur l'enjeu critique d'une réflexion profonde afin de jeter les bases pour construire véritablement une résilience durable du sous-secteur de l'élevage. Il est important que la région s'engage de manière plus ambitieuse dans une perspective d'amélioration des conditions de vie et des moyens d'existence d'une importante communauté rurale agropastorale et pastorale dans les différents pays, notamment dans la bande Sahélienne plus en proie au chômage des jeunes, aux crises alimentaires humaines et animales et à l'insécurité physique.

Les acteurs de la région devraient aller au-delà des sentiers battus et transcender les débats souvent passionnels ou basés sur des perceptions superficielles, entre les défenseurs et ceux qui sont contre le profil actuel du sous-secteur, dominé par des systèmes pastoraux et agropastoraux extensifs avec une pratique du pastoralisme et de la transhumance transfrontalière traditionnelle, ancrée dans les mœurs et mode de vie des communautés depuis la nuit des temps.

Le sous-secteur de l'élevage de manière globale reste un levier stratégique pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la réduction de la pauvreté dans la région qui nécessite plus d'attention et une place plus importante dans les politiques de développement. De nombreuses études et analyses ont montré l'importance des enjeux économiques,

sociaux, environnementaux et politiques du pastoralisme et de la transhumance transfrontalière dans le contexte actuel de la région. Les systèmes pastoraux et agropastoraux qui constituent le modèle dominant actuel de production de viande rouge ont su s'adapter aux différentes conjonctures au fil des années pour continuer à couvrir l'essentiel de la demande croissante et de plus en plus exigeante de la région en viande rouge. Ainsi, la région n'importe pratiquement pas de viande ovine, caprine et bovine. A travers la mobilité commerciale ou liée à la transhumance transfrontalière, ces systèmes assurent un approvisionnement des marchés urbains et transfrontaliers. La transhumance transfrontalière soutient les économies locales dans les pays de transit et d'accueil à travers les échanges commerciaux des familles pastorales. Selon une étude (Thibaud 2017) une famille de transhumants dépense en moyenne environ 1,2 millions de F CFA sur une durée générale de 5 à 6 mois, y compris l'alimentation humaine et animale. Elle vend également des bovins, caprins et ovins pour l'alimentation en viande des populations, la fourniture de sujets appropriés pour les systèmes d'élevage intensif et pour la traction animale. Les transhumants payent différentes taxes (accès aux pâturages, passage, certificat international...) qui alimentent les caisses des communes et des États. Les systèmes agropastoraux et pastoraux emploient plus de 20 millions de personnes en Afrique de l'Ouest, notamment dans les pays Sahéliens. Dans le contexte actuel d'insécurité, le soutien de cette filière, source importante d'emplois et de bien-être de nombreuses communautés, est un enjeu politique critique. Ce sont des jeunes issus des communautés locales qui, dans des frustrations liées à leurs conditions de vie et au non-respect de certains de leurs droits élémentaires, s'engagent dans des voies

illicites, notamment dans des groupes armés. Une meilleure prise en charge des systèmes pastoraux et agropastoraux, principale source d'emplois et de revenus dans la bande Sahélienne, dans les politiques de développement constitue donc une des clefs pour une sortie durable de ce fléau. De par son mode de production et la mobilité commerciale, la transhumance dispose d'un potentiel important pour l'intégration régionale, celle basée sur les peuples et les communautés prônée dans la vision actuelle de la CEDEAO. La transhumance a également généré depuis plusieurs dizaines d'années maintenant, un brassage des communautés pastorales avec des membres de nombreuses familles des pays de départ qui s'établissent dans les pays d'accueil. De nombreuses innovations développées par les communautés pastorales face aux mutations climatiques, environnementales, à la pression croissante sur les ressources pastorales, et aux contraintes sanitaires (trypanosomiase notamment), ont permis jusque-là de maintenir et d'adapter les systèmes pastoraux et agropastoraux extensifs.

Selon les estimations, les sécheresses successives des années 1970 ont engendré la perte de près de 70% du cheptel de ruminants de la région à l'époque. La reconstitution rapide et l'accroissement du cheptel ont été rendus possibles grâce à des investissements publics appropriés et aux initiatives et innovations des éleveurs. Est-ce que le sous-secteur dispose -t-il d'atouts, de soutiens et d'opportunités suffisants pour survivre aux différentes crises actuelles ? Existe-t-il des voies pour relancer ces systèmes de production animale et leur construire un futur possible et plausible qui assure une pleine valorisation de leur potentiel et leur contribution plus grande dans la transformation durable des systèmes alimentaires, la création de richesses et d'emplois décents et dans la gestion durable des ressources naturelles ?

Cette perspective est possible mais nous demande plus que jamais une prise de conscience collective profonde, une capacité à aller au-delà des sentiers battus pour comprendre les dynamiques de long terme des systèmes pastoraux et agropastoraux afin de jeter les bases de construction de leur avenir durable. Cette perspective engage la responsabilité de tous les acteurs concernés par le développement du sous-secteur.

Les Gouvernements au niveau national et les commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA devraient engager des réflexions prospectives approfondies,

valorisant les risques et fragilités révélés par les crises pour construire ce futur ambitieux du sous-secteur avec des politiques post crise, plus appropriées. Ils ont la responsabilité de mettre en place des instruments pérennes permettant d'investir plus et mieux pour une véritable transformation des systèmes agropastoraux et pastoraux. Ils devraient relever les différents défis (politique, sécuritaire, climatique, sanitaire, de bonne gestion des ressources foncières) qui empêchent l'application et l'efficacité des textes communautaires pour favoriser une transhumance transfrontalière sécurisée et apaisée. Les Gouvernements et les institutions régionales devraient contribuer au renforcement des capacités des réseaux régionaux (APESS, RBM, COFENABVI, ROPPA...) pour soutenir leur rôle et leur mandat dans la gouvernance des politiques, stratégies et programmes/projets de développement du sous-secteur de l'élevage. Enfin, les Gouvernements et les institutions régionales devraient travailler à la révision du TEC pour mieux soutenir les objectifs et stratégies de promotion des filières et produits animaux, notamment le lait.

Les organisations socio-professionnelles devraient se mobiliser davantage, dans la solidarité pour renforcer l'accès des communautés pastorales aux services de base nécessaires au maintien et au développement de leurs activités de production et de commercialisation ; renforcer la capitalisation et la valorisation des innovations et solutions émergentes au niveau des communautés pastorales pour contribuer à la formulation des politiques de soutien aux secteurs avec des instruments appropriés ; renforcer leur capacité de dialogue politique et de suivi des processus des politiques. Les organisations socio-professionnelles à travers leurs tissus associatifs ancrés dans les communautés rurales devraient faciliter les dialogues entre les protagonistes dans l'utilisation apaisée des ressources naturelles communes, notamment entre les agriculteurs et les éleveurs.

Les partenaires devraient s'engager à soutenir une mise en œuvre cohérente des politiques et programmes adoptés de manière participative et inclusive dans la région. Leur soutien à la consolidation des réseaux des acteurs socio-professionnels actifs dans le sous-secteur est essentiel pour assurer une bonne gouvernance.

Ibrahima COULIBALY
PCA du ROPPA

DOSSIER



« Les préoccupations de la situation sécuritaire dans la région poussent les pays à des prises de mesures contredisant les textes régionaux »

Lancé depuis Août 2018 avec un début de mise en œuvre des activités en Octobre 2018, le Projet Régional de Dialogue pour la Transhumance Apaisée en Afrique de l'Ouest (PRODIATA) est financé par l'Union Européenne pour une période de 5 ans (2018 – 2023). Madame Tipoco Brigitte OUEDRAOGO, Coordonnatrice PRODIATA/CARE Niger/Burkina Faso nous parle de ce projet.

RI : ROPPA INFO
BO : Brigitte OUEDRAOGO

RI : Pouvez nous dire ce que c'est que le PRODIATA ?

BO : Le Projet régional de dialogue pour la transhumance apaisée en Afrique de l'Ouest « PRODIATA » est un projet qui s'intègre dans un vaste programme régional piloté par le CILSS dénommé « Projet Régional de Dialogue et d'Investissement pour le Pastoralisme et la Transhumance au Sahel et dans les Pays Côtiers de l'Afrique de l'Ouest (PREDIP). Ce projet constitue la composante 2 du PREDIP. Le projet couvre 8 pays de l'Afrique de l'Ouest notamment des pays sahéliens, zones de départ des transhumants et des pays côtiers qui sont les zones d'accueil et/ou les deux à la fois : le Mali, le Niger, le Burkina-Faso, le Bénin, le Togo, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Nigéria. L'objectif global du projet est de contribuer à long terme à Faciliter une transhumance transfrontalière apaisée et améliorer la nutrition.

Spécifiquement, le projet vise à atténuer les conflits et améliorer la nutrition des enfants et des femmes à travers le renforcement du dialogue et de la gouvernance de la transhumance transfrontalière. Il s'agit de veiller à ce que la transhumance vers les pays côtiers se fasse avec moins de conflits, le moins de dégâts possible aussi bien pour les éleveurs, les agriculteurs que pour les autres utilisateurs des ressources. Pour cela, PRODIATA œuvre concrètement à instaurer/renforcer le dialogue entre les différentes parties prenantes de la transhumance transfrontalière. PRODIATA veille aussi à ce que l'ensemble des acteurs à tous les niveaux (locaux, nationaux et régionaux) de la transhumance s'impliquent dans la gouvernance des espaces agrosylvopastoraux. Notre projet attend 3 résultats majeurs : 1) la gouvernance de la transhumance transfrontalière aux divers niveaux de responsabilité (régional, national

et local) des acteurs impliqués est améliorée; 2) Le cadre réglementaire existant autour de la transhumance transfrontalière et sa mise en œuvre est amélioré au niveau régional et national ; 3) La perception de l'élevage transhumant par les opinions publiques des pays de la zone PREDIP et plus largement de la zone CEDEAO/CILSS est améliorée .

RI : Quelle est votre perception de la dynamique actuelle de la mise en œuvre du PRODIATA et comment voyez-vous les enjeux et les défis ?

BO : CARE est à la tête de la mise en œuvre du consortium composé de APESS, RBM, ROPPA et de la SNV. Le projet est dans sa vitesse de croisière parce que plusieurs activités ont été engagées telles que (i) les activités de concertation (contribution aux réunions de haut niveau, les concertations transfrontalières, la mise en place des plateformes d'innovations), et la diffusion des décisions prises aux rencontres de haut niveau à travers la téléphonie mobile, (ii) les études portant sur la capitalisation des comités/cadres de concertation transfrontaliers existants et la compilation des textes règlementaires aux différentes échelles dans une perspective de formation/information des utilisateurs des ressources naturelles en matière de gestion non conflictuelle de la transhumance. Le constat fait est que malgré l'existence de la réglementation régionale de la CEDEAO qui prend fondement sur la libre circulation des personnes et des biens, certains pays se basent sur les réglementations nationales pour prendre des mesures et des directives qui sont parfois en contradiction avec les textes régionaux, cas de l'interdiction de la transhumance par le Bénin en 2019. Assurer l'information des éleveurs pour une maîtrise

des textes et des mesures prises dans chaque pays dans ces genres de situation est plus que nécessaire. Un autre défi pour le respect des textes réglementaires est la sensibilisation des éleveurs à l'utilisation des certificats internationaux de transhumance (CIT). En effet, il ressort que seulement 25% des transhumants observent cette mesure qui est en principe obligatoire ; (iii) le changement de la perception négative de la transhumance dans les pays côtiers est aussi un autre challenge pour une transhumance apaisée. PRODIATA conduit une étude sur la perception de la transhumance, du convoyage commercial et du traitement des conflits en vue de contribuer à apporter des évidences sur la contribution socioéconomique de la mobilité pastorale dans les économies des zones impactées par la transhumance. En effet il ressort que les marchés à bétail dans les pays côtiers sont alimentés en grande partie par les transhumants.

(iv) Enfin, PRODIATA veut renforcer les capacités d'intervention des représentations locales des 3 grandes organisations régionales d'éleveurs (APESS, RBM et ROPPA) pour leur participation au processus de prises de décisions sur la transhumance transfrontalière dans leurs pays d'attache.

Au sein de l'équipe de mise en œuvre, des stratégies sont développées pour renforcer le dynamisme enclenché par le projet. A ce titre, un petit cadre de concertation est mis en place permettant une réflexion et un échange continu de l'ensemble des partenaires de mise en œuvre au niveau régional d'une part, et d'autres part, en impliquant les points focaux dans les pays. L'importance de l'implication du niveau national est la remontée des informations fiables provenant du terrain, permettant d'améliorer la capacité d'influence du projet. La place des points focaux dans ce processus est incontournable. Ils sont l'interface entre le projet et le niveau opérationnel, ils contribuent à la production et à la dissémination de l'information.

Le projet PRODIATA est la 2ème composante du PREDIP coordonnée par le CILSS au travers de sa 5ème composante. Une dynamique des concertations permanentes et continues est aussi établie au sein PREDIP pour assurer la complémentarité et une synergie aussi bien au niveau technique que financier et PRODIATA y participe activement. Avec la composante 3 en charge de la réalisation des infrastructures et investissements, cette synergie est très importante. En effet, on ne peut prétendre à un dialogue réussi en l'absence d'investissements structurants en matière de pastoralisme.

Des synergies sont aussi développées avec d'autres projets du CILSS tel que le PEPISAO, le PRAPS qui conduisent des activités similaires à celles développées par notre projet.

Le projet tente autant que possible de valoriser aussi les résultats et les adapter pour une utilisation harmonieuse et accessible par les bénéficiaires. Pour cela,

des messages clés accessibles à la compréhension des acteurs seront extraits des textes réglementaires et diffusés sous forme de messages. Les services de la téléphonie mobile seront sollicités pour la diffusion de l'information à travers des SMS et des appels téléphoniques à partir de centre d'appel.

En perspectives, il est attendu un renforcement des capacités des cadres de concertation transfrontaliers pour améliorer leur fonctionnalité et assurer un dialogue de qualité au bénéfice des différents acteurs de la transhumance.

RI : Le rôle de CARE et de ses partenaires dans la mise en œuvre du PRODIATA

BO : Care est le chef de file du consortium qui est composé de 5 partenaires à savoir APESS, ROPPA, SNV, RBM et CARE lui-même. Le rôle de CARE, chef de file est d'assurer la coordination du projet, de s'assurer de la bonne mise en œuvre des activités, de s'assurer de l'atteinte des objectifs du projet et de rendre compte au bailleur. Son rôle est aussi de diffuser des informations sur tout ce qui se passe sur le terrain en matière de transhumance transfrontalière et qui peut à tout moment compromettre la paix.

Quant aux autres partenaires, les OPR, APESS, RBM et ROPPA sont de grandes faitières régionales accompagnant la mise en œuvre des activités sur le terrain. La SNV est une ONG internationale qui assure l'appui technique dans la conduite des activités. Elle appuie aussi les OPR pour élargir leur base sociale dans les pays côtiers afin que leurs antennes puissent participer au dialogue sur la transhumance dans ces pays. Le consortium mène une constante réflexion pour intégrer les nouveaux enjeux au fur et à mesure de la mise en œuvre du projet, et développe des stratégies pour adresser convenablement ces défis. C'est le cas des questions comme celles du Bénin et du Nigéria, l'évolution et l'ampleur de la crise sécuritaire.

Les préoccupations de la situation sécuritaire dans la région poussent les pays à des prises de mesures contredisant les textes régionaux. C'est aussi là, le rôle du consortium de saisir la CEDEAO via le PREDIP sur les mesures à prendre.

Nous reconnaissons la pléthore de défis posés au projet et aux différents acteurs impliqués dans sa mise en œuvre. Toutes fois, elle a appelé au maintien de la confiance et des dynamiques pour une préservation des acquis malgré les défis. Elle a aussi rappelé le caractère long et continu de tout processus de dialogue, nécessitant le renforcement de la concertation, des échanges et discussions pour changer la perception de la transhumance.

Propos recueillis par :

Fatimata KONE

Chargée de Communication et de gestion des connaissances au ROPPA

Sous les projecteurs

Une campagne pastorale assez difficile pour les éleveurs Ouest Africains



Le ROPPA est une organisation qui centre son action sur l'exploitation familiale dans toute sa diversité et son caractère multidimensionnel. L'élevage et le pastoralisme est un sous-secteur qui tient une place importante dans l'économie de ces exploitations familiales. L'élevage dans sa globalité reste également un sous-secteur qui contribue non seulement à la stabilité socioéconomique des EF mais également à leur état nutritionnel. Toutefois, ce n'est que récemment que ce secteur a commencé à bénéficier d'une attention soutenue de la part des politiques publiques. En effet, les déclarations de Ndjamena et de Nouakchott des chefs d'Etat et de Gouvernement en 2013 a marqué un tournant décisif pour de nouvelles perspectives politiques en faveur d'une véritable transformation durable de ce sous-secteur en Afrique de l'Ouest.

Le sous-secteur élevage et pastoralisme rencontre plusieurs difficultés notamment en lien avec, d'une part son inclusion insuffisante dans les politiques de développement, la faible prise en compte de ses spécificités, et d'autre part l'insuffisance ou la non-application de la réglementation en matière de gestion de la mobilité animale. Il est aussi confronté aux effets des changements climatiques, à la pression concurrentielle exercée par plusieurs secteurs d'activités sur les ressources naturelles, et à l'insécurité grandissante. Tous ces phénomènes conduisant à la réduction et à la difficulté d'accès aux ressources fourragères, exposant fréquemment ce sous-secteur à de multiples crises d'ordre alimentaire, commerciale et sanitaire.

La campagne de la transhumance 2019-2020 a été difficile pour les éleveurs à bien des égards qui indiquent au travers de nos dispositifs de suivi :

- Le déficit fourrager révélé par le bilan fourrager dans les pays sahéliens dans un contexte de faible disponibilité alimentaire pour les populations rurales en général, et pastorales en particulier. Cette situation ayant entraîné un départ en transhumance précoce de nombreux éleveurs.
- Les mesures barrières contre la propagation de la pandémie au COVID-19, la fermeture des frontières du Nigeria, l'interdiction de la transhumance au Bénin en 2019 (**Message Radio du Directeur départemental**

de police républicaine Donga Djougou N°2277/4-MRTP_DDPR-DNG du 03 décembre 2019 et l'arrêté interministériel du 26 décembre 2019 interdisant la transhumance transfrontalière au Bénin) sont autant de facteurs qui ont contribué à réduire l'accessibilité aux ressources fourragères dans les pays côtiers, du fait principalement du confinement des éleveurs des pays sahéliens dans leurs terroirs.

- Dans les pays sahéliens, la situation sécuritaire a davantage contribué à la réduction de la durée d'utilisation des ressources fourragères avec plusieurs zones stratégiques rendues inaccessibles dans l'Est et le Nord du Burkina Faso, l'Ouest et l'Est du Niger,

le Nord et le centre du Mali. Tous ces facteurs ont entraîné une pression sur les ressources naturelles et ses corollaires de conflits dont la manifestation est parfois violente entre les différents utilisateurs (agriculteurs, éleveurs, ...), :

- Au Bénin, on dénombre 18 pertes en vie humaines de janvier à mai 2020. Ces décès ont été enregistrés au cours des conflits déclarés à Ouinhi au Sud-Est, Kalalé au Nord, à Woroko et Kétou (département du Plateau) et à Goungoun dans l'arrondissement de Guéné (Malanville). En plus des pertes en vies humaines, l'opération de répression des forces de l'ordre pour refouler les éleveurs transhumants au Bénin a conduit à des abattages d'animaux.
- Au Togo, officiellement, les conflits liés à la transhumance ont causé en 2020 sur le sol togolais, 12 décès, 14 blessés, 1.603 réfugiés, 130 cas de dévastations de champs. Une somme d'environ 10 millions de F CFA a été versée aux victimes selon le rapport présenté à la session du CNT lors de l'atelier Bilan.
- Dans les pays sahéliens, l'insécurité a conduit à des attaques de marchés à bétail dans les zones pastorales des 3 pays (Burkina Faso, Mali et Niger). La menace perpétuelle de la survenue de ces attaques modifie les mouvements de transhumance et les entraves dans le pire des cas. On assiste dès lors à une concentration des animaux dans certaines localités et la dégradation progressive des pâturages.

A toutes ces difficultés viennent s'ajouter les effets néfastes imposées par la COVID-19 telle la forte mortalité des animaux observée surtout au Niger (où

une vache en insécurité alimentaire coûtait près de 2 fois moins que le prix d'un sac d'aliments concentrés) ; accroissant ainsi la vulnérabilité des ménages pastoraux. L'économie pastorale mise à rudes épreuves depuis quelques années est caractérisée par :

- une baisse des transactions régionales avec des quantités faibles de viandes exportées en direction des pays comme le Nigeria et le Ghana dont les monnaies ont enregistré une dépréciation importante ;
- une faible fréquentation de certains marchés à bétail voire leur fermeture liés à l'insécurité ; Ainsi, le Cinkassé au Nord du Togo qui gère d'habitude entre 500 et 750 têtes de bovins par jour de marché n'en compte plus qu'environ 250 à 400 têtes par jour d'animation) ;
- Une surenchère des intrants zootechniques face la crise alimentaire connu par certains troupeaux au Niger. Par exemple le sac de 100 kilos de son de blé était vendu au Niger à 11 000 FCA alors la vache adulte se négociait au même moment à 5 000 F sur le marché.
- Un faible taux de réalisation des plans de gestion de la transhumance par certains pays : Au Togo par exemple, le niveau de mise en œuvre du plan de gestion opérationnel de la transhumance 2019-2020 est d'à peine 20%. En effet, sur une planification d'accueil de 50 000 têtes de bovins au cours de la campagne, seulement 10 370 têtes ont été enregistrées au niveau des postes d'entrée.
- Perturbation des mouvements de bétail : on a noté une modification des itinéraires des transhumants provenant du Burkina Faso, du Mali et du Niger pour échapper aux contrôles aux postes d'entrées.

Interdiction de la transhumance au Bénin : Appel des organisations d'éleveurs du Niger pour un plaidoyer auprès des Autorités béninoises / conduit avec la participation active d'un représentant du Cadre Elevage du ROPPA, Mr Djibo BAGNA président de la plateforme Paysanne du Niger.

La fermeture de frontière du Bénin liée à la mesure d'interdiction de la transhumance 2019-2020 a contraint les organisations d'éleveurs lors de l'évènement du Hottungo de Birni N'Gaouré (région de Dosso) en février 2020 à lancer un appel pressant au Gouvernement du Niger et surtout au Président de la République afin qu'un plaidoyer soit conduit auprès de son homologue du Bénin. L'implication de son Excellence Mahamadou Issoufou a permis de déployer au Bénin une mission du Niger conduite par le Ministre d'État, Ministre de l'agriculture et de l'élevage du Niger. Le Ministre était accompagné du Gouverneur de la région de Dosso (frontalière au Bénin). Les organisations de producteurs du Niger représentants les éleveurs transhumants étaient présents à cette rencontre. Le Président de la Plateforme Paysanne du Niger, Mr

Djibo Bagna, administrateur du ROPPA y était aussi. L'entretien de la mission avec son Excellence Patrice Talon avait permis de trouver des orientations favorables pour la poursuite de la transhumance transfrontalière au Bénin et par conséquent l'accès des ressources pastorales de la République du Bénin aux transhumants nigériens. Toutefois les orientations et mesures prises n'ont pas connu un aboutissement. Une des raisons est la pandémie de la COVID 19 qui est apparu en mars 2020, et ayant entraîné la fermeture des frontières entre les deux pays et le confinement des éleveurs et de leurs troupeaux. Les mesures de lutte contre la COVID-19 avaient mis à mal les actions en cours des OP pastorales du Niger qui étaient déjà en pleine campagne de recensement et de sensibilisation des éleveurs candidats au départ en transhumance au Bénin.

Soutien apporté aux éleveurs face aux conséquences désastreuses de la pandémie au COVID-19

Les plans nationaux de riposte, outil commun aux États et aux PTF pour soutenir les éleveurs face aux crises pastorales

Face au déficit fourrager observé à la fin de la campagne 2019-2020 dans les pays sahéliens, des plans nationaux de riposte ont été adoptés par les États avec l'engagement de leurs partenaires pour soutenir les éleveurs.

Pour le cas Niger par exemple, le plan de riposte avant la survenue de la COVID-19 avait prévu 35 000 tonnes d'aliments bétail pour soutenir les animaux pendant

la période de soudure pastorale. La survenue de la pandémie a nécessité des ajustements pour s'adapter au nouveau contexte sanitaire, ce qui a fait passer les prévisions d'appui aux éleveurs de 35 000 à 50 000 tonnes d'aliments bétail. Toutefois, à la date du 15 juillet, bien après la période de la soudure pastorale, seulement 23 000 tonnes étaient mobilisées par l'État et ses partenaires.

Le soutien direct de la DDC aux organisations pastorales en aliments bétail pour alléger les effets des mesures liées à la COVID-19

Les 3 réseaux d'organisations de producteurs (ROPPA, APSS, RBM) ont conduit un plaidoyer et obtenu auprès de l'ARAA et la Coopération suisse un soutien en aliments bétail en faveur des éleveurs qui étaient éprouvés par les conditions difficiles de la campagne de transhumance transfrontalière 2019-2020 et/ou la soudure pastorale. Le ROPPA a ainsi bénéficié de 212 tonnes d'aliments bétail au profit de 4 organisations d'éleveurs dans 3 pays sahéliens Burkina Faso, Mali, Niger). Les organisations professionnelles bénéficiaires

sont la Fédération Nationale des Éleveurs du Niger (FNEN Daddo) avec 70 tonnes, la Fédération des Groupement Interprofessionnel de la Filière Bétail Viande du Mali (FEBEVIM) avec 70 tonnes. Au Burkina Faso, deux structures, l'Union Provinciale des Sociétés Coopératives « Wend Panga » des Eleveurs Naisseurs du Loroum et l'Union des Sociétés Coopératives Simplifiées PENGDWENDE des Eleveurs du Bam ont reçu une quantité totale de 72 tonnes.





Vie du réseau

Transhumance 2020 : Les leaders d'organisations d'éleveurs et d'agriculteurs du Togo et du Ghana à Kara pour faire le bilan



Du 19 au 21 novembre 2020, s'est tenue dans la ville de Kara dans la préfecture de la Kozah, une rencontre bilan de la transhumance 2020 au Togo. Organisée par le ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural, cette rencontre régionale s'est tenue entre les structures publiques impliquées dans l'application et le suivi des mesures réglementaires et dispositifs encadrant la transhumance au Togo et les leaders d'organisations d'éleveurs et d'agriculteurs du Togo et du Ghana.

Les problèmes liés à la transhumance étant récurrents au Togo, le gouvernement a mis en place, à l'instar d'autres pays de la CEDEAO, un Comité National de la Transhumance (CNT) chargé de prévenir et de gérer les différents litiges et encadrer au mieux les acteurs concernés.

Le Togo constituant un cas d'école en matière de gestion de la transhumance dans la région, le Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs agricoles de l'Afrique de l'ouest (ROPPA) a proposé de faire participer une délégation d'acteurs du Ghana impliqués dans la gestion apaisée de la transhumance, à la rencontre de bilan annuel de la transhumance du Togo dans le but de susciter et enclencher un processus de mise en place d'un organe à l'image du CNT au Ghana. Cette délégation était composée de l'organisation GRAMEEN, de la plateforme du ROPPA au Ghana, Farmers Organisation Network In Ghana (FONG) et de l'organisation Ghana National Association of Cattle Farmers (GNACAF). Pour les modalités de cette participation des OP du Ghana, le ROPPA a responsabilisé sa plateforme nationale au Togo, la Coordination Togolaise des Organisations Paysannes et de Producteurs agricoles (CTOP), qui par ailleurs porte une activité du Projet régional de dialogue pour la transhumance apaisée en Afrique de l'Ouest

(PRODIATA) visant à contribuer à une transhumance transfrontalière apaisée et à améliorer la nutrition des populations côtières et pastorales.

Selon le rapport présenté à la session du CNT, les conflits liés à la transhumance ont causé en 2020 sur le sol togolais, 12 décès, 14 blessés, 1.603 réfugiés, 130 cas de dévastations de champs. Une somme d'environ 10 millions de F CFA a été versée aux victimes. Un bilan jugé trop lourd par le Ministre en charge de la Sécurité et de la Protection Civile, Général Yark Damehane qui a précisé que chaque maillon de la chaîne doit se sentir concerné par le cas de ces douze décès.

Les causes principales des conflits violents entre bouviers et producteurs agricoles à en croire le rapport des autorités togolaises sont entre autres, l'entrée précoce et le départ tardif des transhumants, le non-respect des points d'entrée, le pâturage nocturne, la complicité des éleveurs sédentaires, le déplacement des transhumants hors des couloirs.

Le Ministre de la Sécurité, le Général Yark Damehane et son collègue de l'Agriculture, de l'élevage et du développement rural, Antoine Legba Gbegbeni, président du Comité National de Transhumance, ont pro-



fité de l'occasion pour inviter les comités préfectoraux à œuvrer pour renverser la tendance lors de la prochaine campagne de transhumance. Ils ont pour finir, convié les acteurs à respecter le Plan Opérationnel de Gestion de la Transhumance adopté par le Togo et qui préconise une gestion apaisée à travers la coexistence pacifique entre les différents groupes d'acteurs et les différentes communautés.

La délégation de la FONG du Ghana s'est imprégnée des enjeux et mécanismes d'animation du CNT. Elle a échangé avec les animateurs du CNT pour connaître son origine, le processus de sa mise en place et son fonctionnement. Aux termes de son séjour, la délégation du Ghana a pu ainsi acquérir des connaissances qu'elle compte mettre en œuvre pour mieux gérer les questions liées à la transhumance dans son pays.

Ella a élaboré une feuille de route pour l'initiation d'un processus de valorisation de l'expérience du CNT du Togo avec les différents groupes d'acteurs concernés par la transhumance afin de contribuer à la mise en place de cet instrument au Ghana.

La CTOP de son côté, a pris connaissance des mesures et décisions prises pour la campagne prochaine.

Tout ceci ayant permis de renforcer la participation des organisations professionnelles nationales et régionales aux prises de décisions des Comités Nationaux de Transhumance.

Il faut noter que le ROPPA est engagé dans le consortium multi-acteurs (APESS, RBM, CARE, SNV, HR) qui porte la mise en œuvre du Projet régional de dialogue pour la transhumance apaisée en Afrique de l'Ouest (PRODIATA). Ce projet vise à faciliter à long terme une transhumance transfrontalière apaisée et à améliorer la nutrition des populations côtières et pastorales.

Serges Comlan Mensah TETTEH
Chargé de Communication CTOP / TOGO

ROPPA

Afrique Nourricière

Rejoignez-nous sur :

 roppawestafrica

 roppainfo

 09 BP 884 Ouagadougou 09

 +226 25 37 60 07 / 25 37 60 43

@ secretariat@roppa-afrique.org / roppa2000@yahoo.fr

www.roppa-afrique.org

Nos plateformes

